

170, Boulevard du Montparnasse

75014 PARIS - FRANCE

Tél: 325-36-74

C. C. P. 1248-74 Paris

Le réveil indien en Amérique du Sud semble devenir plus évident chaque année.

En 1973, en Bolivie, les indiens Quéchua et Aymara publièrent le "Manifeste de Tiahuanacu" pour dénoncer l'exploitation par les blancs et rappeler les valeurs de la culture indienne (cf document DIAL D-154: "manifeste des indiens Quéchua et Aymara").

L'année suivante, en Colombie, les conflits paysans sont majoritairement le fait de populations indiennes (cf document DIAL D-186: "la revendication indienne d'autonomie culturelle et sociale"). En Equateur, de même (cf documents DIAL sur le conflit de Toctezinín: D 184, D 189).

Pour la première fois dans l'histoire contemporaine latino-américaine, 32 représentants de 11 "nations indigènes" (Mauritane, Quéchua, Aymara, Guaraní, Chulupí, Toba, Kolla, Mapuche, Pai-Taviterá, Parixi et Matacas) venus de 5 "états nationaux" (Argentine, Bolivie, Brésil, ainsi que Paraguay, Venezuela), se sont réunis à San Bernardino, au Paraguay, du 8 au 14 octobre 1974 pour débattre leurs problèmes spécifiques. Les langues officielles de la rencontre étaient le guaraní, le chulupí, l'espagnol et le portugais.

Aucune personnalité blanche n'était admise aux délibérations, mais la rencontre s'est tenue sous les auspices de l'Association Indigéniste du Paraguay et avec la collaboration du Centre d'Etudes Anthropologiques de l'Université Catholique du Paraguay, de la Fondation Interaméricaine de lutte contre le racisme, de la Fraternité Nationale de l'Indien du Canada et du Conseil Oecuménique des Eglises.

Ci-dessous le texte intégral de la proclamation finale.

(Note DIAL - 19/12/74)

CONCLUSIONS DU PARLEMENT INDIEN D'AMÉRIQUE DU SUD

Après avoir analysé la situation dans laquelle se trouvent nos différents peuples indigènes d'Amérique, nous, membres du Parlement Indien d'Amérique du Sud réunis du 8 au 14 octobre 1974 à San Bernardino, au Paraguay, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes concernant les sujets que nous considérons comme vitaux pour améliorer notre situation présente et envisager notre avenir d'hommes libres.

Voici ce que nous pensons et affirmons à la face du monde :

En tant que peuple indien, nous avons une personnalité propre et une conscience de race (dans le sens d'un peuple). Nous sommes les héritiers et les mandataires des valeurs culturelles de nos peuples d'Amérique, indépendamment de notre condition de citoyens dans chaque Etat.

Les terres

Réuni à San Bernardino, au Paraguay, avec la participation de l'Argentine, du Brésil, du Venezuela, de la Bolivie et du Paraguay, le Parlement indien d'Amérique du Sud a résolu:

1) L'indien américain est millénairement le maître de la terre; la terre appartient à l'indien. L'indien et la terre ne font qu'un. L'indien est le maître de la terre, avec ou sans titres de propriété.

2) Avec l'arrivée des conquérants, l'indien est systématiquement détruit (1) moyennant le génocide et l'ethnocide, le vol de ses terres, le mépris de ses valeurs morales et culturelles.

3) Les nations américaines ont été victimes du partage des terres avant restitution. Les gouvernements respectifs doivent restituer les terres aux tribus ou communautés indiennes en leur accordant des titres de propriété.

4) Pour les peuples d'Amérique, le problème de l'occupation des terres se ramène à celui de la féodalité cruelle pratiquée au nom d'intérêts étrangers à ceux des communautés.

5) Il faut donner au problème agraire d'Amérique une solution radicale grâce à laquelle les indiens puissent réellement devenir capables de se développer et de mettre un terme aux injustices nombreuses.

6) La terre restituée à l'indigène doit l'être au titre de la communauté pour une propriété collective. Au fur et à mesure que nos organisations prennent corps, les terres qui relèvent de tiers doivent être enregistrées au nom de la communauté, ainsi que les ateliers, les usines, les industries, etc.

7) Exiger des gouvernements, par le biais de leurs organismes appropriés, qu'ils légifèrent de façon pratique pour garantir la propriété de la terre à nos communautés, soit qu'elles se trouvent implantées dans leurs régions traditionnelles, soit qu'elles aient émigré vers des régions nouvelles à la recherche de terres fertiles.

8) Il faut que soit votée une loi portant statut de l'autogestion, de façon à permettre aux communautés de s'organiser en fonction de leurs règlements internes.

9) Que les Etats reconnaissent les communautés indigènes comme personnes morales, c'est-à-dire capables de faire valoir leurs droits et de contracter des obligations. Que dans leurs constitutions, leurs règlements et leurs lois, les Etats tiennent compte du problème de la restitution des terres aux communautés collectivisées conformément aux droits reconnus pour les communautés ou tribus.

(1) A noter l'utilisation du verbe au présent: les "conquérants" ne sont pas seulement les espagnols ou les portugais du 16e siècle (N.d.T.)

10) Les Etats doivent favoriser l'organisation et l'administration de coopératives destinées à l'exploitation des terres et des différentes ressources naturelles, et également leur accorder des prêts, une assistance technique et des moyens de transport vers les marchés de consommation. Ils doivent, par le biais d'organisations ou d'entités publiques ou privées, débloquer des crédits pour la création d'écoles de coopératisme.

11) Dans cette vaste perspective de travail pour les indiens, nous devons chercher à nous allier à d'autres organisations aborigènes du continent américain en luttant pour l'obtention de nos droits et en retrouvant ainsi notre identité.

12) Le problème de la possession de la terre, dans tous les pays d'Amérique, a revêtu de nombreuses formes d'oppression sociale, culturelle, politique et économique; il nous faut en finir avec cette oppression et prendre la défense de nos droits légitimes et imprescriptibles par une organisation appropriée des nations indiennes.

Le travail

Quand ils débarquèrent en Amérique, les colonisateurs trouvèrent des terres fertiles, des hauteurs riches en bois et en peaux animales de valeur, des mines immensément riches en or, argent et autres minerais précieux. Quant à nous, nous cultivions les terres et travaillions en communauté, nous défendions nos peuples sans avoir peur de rien.

Aujourd'hui, nous travaillons dans nos terres à nous, mais pour les autres: patrons, missionnaires, organismes publiques; nous exploitons les hauteurs et les mines, mais ce sont les patrons qui emportent le résultat de notre travail.

Nous sommes employés comme indigènes, et si un jour le chef ou le patron se lève du pied gauche, il nous renvoie. Il n'a pas intérêt à voir l'indien s'instruire et se cultiver. Nous sommes fatigués d'être victimes d'une telle injustice; aujourd'hui nous sommes maltraités parce que nous avons peur, parce qu'on dirait que l'indien n'a pas le droit d'être humain.

Nous ne sommes pas des bêtes, ni des enfants débiles, pour passer ainsi notre vie à travailler sous la tutelle des patrons, des missionnaires ou des fonctionnaires qui nous prêtent des outils pour mieux nous les reprendre selon leur bon plaisir. Nous exigeons la sécurité et la liberté dans le travail, ainsi qu'en doit bénéficier tout être humain au 20e siècle.

Des millions de nos frères ont arrosé la terre américaine de leur sueur et de leur sang, en travaillant comme des bêtes dans nos forêts, dans nos champs, pour que d'autres emportent nos richesses vers d'autres continents.

C'est le sans répandu de nos ancêtres qui, aujourd'hui, nous pousse et nous oblige à nous engager et à réclamer à la face du monde que justice nous soit rendue.

Si le travail est la continuation de l'oeuvre de Dieu, si le travail est la grandeur des nations, si le travail est l'une des libertés les plus élémentaires de l'homme, si, enfin, le travail est la vie même de l'homme, quelle est la réponse que les églises des diverses confessions, les gouvernements des divers pays, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et du travail, donnent à cette déclaration qui résume une situation d'exploitation effrénée, la nôtre depuis cinq siècles?

C'est pourquoi la volonté du Parlement Indien d'Amérique du Sud est la suivante:

- 1) Que soit mis un terme à la discrimination de l'indien dans les travaux qui nous sont affectés par la division du travail; qu'on nous paie en argent et qu'on ne nous donne jamais plus de bons;
- 2) Qu'on ne réserve plus à l'indigène l'exclusivité des travaux les plus pénibles et les plus exigeants en dépenses physiques;
- 3) Que le produit du travail réalisé par les indigènes dans les parcs nationaux et dans les missions religieuses revienne en totalité à nos frères au lieu d'être affecté aux dépenses administratives des organismes de tutelle. Les parcs nationaux et les missions religieuses, organisés sur le modèle d'entreprises de production, doivent être administrés par nous, indigènes, ou du moins avec notre participation directe;
- 4) Que des mesures économiques soient prises de façon à éviter que les aborigènes se trouvent dans l'obligation d'abandonner leurs communautés; que dans ce but, soient offertes des possibilités de travail aux communautés des peuples indigènes;
- 5) Que dans les terres où nous habitons, les gouvernements assurent les moyens nécessaires aux communautés pour qu'elles s'appliquent elles-mêmes et à leur profit à l'exploitation des richesses naturelles disponibles. En cas d'impossibilité absolue, en raison des types de gisements soumis à une législation spéciale, que les communautés aient la garantie d'une participation à l'extraction.

L'usage des langues indigènes

Dans les zones indigènes, l'éducation doit se faire dans la langue maternelle, avec enseignement complémentaire de la langue majoritaire du pays.

Nous exigeons que les gouvernements reconnaissent officiellement les langues natives. Qu'elles soient également incluses comme langues véhiculaires dans le système d'éducation de chaque pays, à tous les niveaux de l'enseignement public, conjointement avec les langues européennes.

Il faut éditer des publications dans les différents idiomes comme contribution à l'enrichissement des cultures natives par l'apport scientifique et technologique universel. Pour les fonctionnaires qui travaillent dans les régions où il y a des indiens, ils doivent connaître les langues indigènes afin de faciliter effectivement la communication, jusqu'au moment où il y aura des fonctionnaires indiens.

Nous demandons que l'histoire soit enseignée à partir de l'histoire authentique des cultures natives, comme contribution à la naissance d'une conscience américaine. Grâce à la connaissance des héros et des martyrs de l'histoire véritable de nos nations, le respect conséquent deviendra le moyen d'une meilleure compréhension entre les hommes qui peuplent ces terres.

La politique

En tant qu'indiens américains nous ne faisons pas partie des organisations politiques de la civilisation qui nous colonise, car les partis politiques sont étrangers à notre réalité américaine. Nous luttons tous les jours pour sauver les peuples indiens de l'oppression économique, culturelle et sociale à laquelle ils sont soumis.

De nombreux gouvernants n'ont pas tenu les promesses faites aux indiens au moment de leur accession au pouvoir, et de nombreux décrets sont restés lettre morte, sans aucune signification pour l'indien américain.

L'éducation

Les peuples indiens d'Amérique ont chacun une culture millénaire.

Les conquérants, les blancs d'aujourd'hui, les soi-disant civilisés ou métis, et jusqu'aux membres de nos propres peuples qui ont renié leurs origines, ont essayé et essayent de détruire nos valeurs culturelles. Mais grâce aux traditions transmises de génération en génération et vécues dans leur authenticité, grâce au langage des monuments éternels, nous affirmons l'existence de nos cultures devant les hommes de toute la terre.

En tant que peuples originaires d'Amérique, nous respectons les cultures et les langues des autres civilisations; nous exigeons en retour que l'on nous respecte avec toutes nos valeurs, conformément à la charte des Nations-Unies qui déclare: "Tout peuple a droit à défendre sa culture" (voir la charte des Nations-Unies).

L'éducation est la base de la valorisation de l'être humain. Pour nous, indiens, l'éducation est importante et doit être mise en oeuvre selon une pédagogie qui nous soit propre. Nous devons rechercher un type d'éducation adapté à nos peuples et à leurs problèmes; nous avons besoin d'une éducation à nous, d'une école pour notre libération.

Nous, leaders rassemblés ici, conscients de nos responsabilités, nous nous engageons à lutter pour faire respecter nos cultures et nous exigeons des Etats qu'ils participent à l'organisation de l'éducation indigène. L'éducation a pour but de transmettre et de diffuser la culture. C'est pourquoi le système d'enseignement doit être organisé en fonction des valeurs culturelles des peuples indigènes.

L'expérience nous a montré que lorsque les fonctionnaires, les techniciens se chargent de notre éducation, c'est leur culture et non la nôtre qu'ils transmettent.

Pour une éducation vraiment indigène

Nous prétendons que dans la formation donnée jusqu'à maintenant aux enseignants par les Ecoles normales, le seul résultat pour nous a été un lavage de cerveau. Nous estimons qu'il faut au contraire utiliser une pédagogie qui soit différente de celle de l'Europe et qui ne concerne pas seulement la culture occidentale. L'éducation doit être vaste, tant technique que pratique, et orientée vers le développement de nos valeurs culturelles.

Nous encourageons et nous provoquons la création d'Instituts ethnologiques, anthropologiques et linguistiques destinés à inventorier la culture millénaire de chacun de nos peuples. Ils devront être dirigés par des sages qui soient indigènes.

Santé

Nos problèmes en ce domaine sont les mêmes dans toute l'Amérique. Le problème de la santé des peuples indiens d'Amérique est alarmant au plus haut point. Quand les conquérants sont arrivés, ils ont trouvé des peuples comblés. L'indien était fort, il défendait sa race et il en était fier. Les conquérants sont venus et ont entrepris de nous exterminer; ils nous ont apporté les pires maladies dont nous sommes aujourd'hui victimes la faim, la tuberculose, la syphilis, la grippe, la rougeole, les oreillons et la peur.

Nous avons des maladies que nos médecins connaissaient et savaient guérir. Mais devant les maladies des envahisseurs, nous sommes désarmés et n'avons pas les moyens de nous soigner. De plus, ils ne nous donnent pas de soins et encore moins les médicaments nécessaires.

Par ailleurs, il y a des campagnes affublées de beaux noms mais qui rendent nos femmes stériles pour mieux en finir avec notre race. Notre plus belle et plus grande richesse, ce sont nos enfants, car ils sont l'espoir de nos peuples. Très souvent, les gouvernements organisent des campagnes sanitaires qui ne sont rien d'autre sinon de la propagande politique, qui n'attaquent pas nos maux à la racine et qui sont finalement une nouvelle imposture envers l'indien. Dans d'autres cas, il existe des ministères de la Santé qui construisent parfois des dispensaires où il n'y a ni médicaments ni infirmières. A quoi servent alors des investissements qui sont financés par les gens du peuple?

C'est pour cela que nous voulons apporter notre expérience dans la solution de nos problèmes, afin que des plans soient correctement tracés et des investissements sérieusement prévus.

Nous dénonçons le caractère de morbidité permanente et de débilité extrême d'une situation à laquelle sont condamnées des communautés entières, atteintes de tuberculose et autres maladies très graves, face à l'indifférence totale des organisations nationales et internationales qui disposent des moyens nécessaires et ont été créées pour combattre ces maux. Alors que la science universelle procède à d'importants investissements financiers et humains pour le perfectionnement de remèdes destinés à permettre aux habitants des grandes villes de maigrir et de calmer leurs nerfs, des milliers d'êtres humains meurent dans nos communautés par manque de médicaments élémentaires.

Parce qu'ils ont été dépeuplés de leurs terres et soumis à des conditions inhumaines de travail, nos gens sont affaiblis et ont perdu la possibilité de se procurer les aliments nécessaires à un développement sain et solide.

C'est pourquoi le Parlement Indien d'Amérique du Sud exige :

1) la création dans les communautés de dispensaires pourvus d'une infirmière et assurés d'une assistance médicale permanente;

2) Que les dispensaires à implanter soient ravitaillés en tous médicaments nécessaires pour les cas urgents, et que les malades aient la possibilité de se faire transporter jusqu'aux postes d'assistance sanitaire;

3) L'organisation de cours destinés à la formation d'un personnel sanitaire indigène, payé par l'Etat ou par des organismes privés au service des communautés;

4) Que soit respectée la médecine indigène et la confiance des patients en celle-ci;

5) Que soient supprimées toutes les pratiques de contrôle des naissances dans les communautés indigènes;

6) Que soient prises les mesures nécessaires pour éviter au maximum la propagation des maladies infectieuses ou contagieuses, transmises par la société nationale, en raison du risque couru par les communautés en contact plus ou moins étroit avec elle;

7) Que soient faites des statistiques sur la mortalité infantile indigène, sur les causes de la mortalité dans les communautés, sur l'espérance moyenne de vie et sur la croissance végétative de la population indigène;

8) La réalisation de campagnes systématiques de vaccination et de médecine préventive;

9) L'organisation de cours d'hygiène et de puériculture dans les communautés, dans le but de faire diminuer les cas de fausses couches, de fièvres puerpérales et de mortalité des nouveaux-nés;

10) Que les indigènes soient acceptés et normalement soignés dans les hôpitaux comme tout autre habitant du pays, et que les directions des hôpitaux soient reconnues responsables en cas de décès d'indigènes pour manque de soins;

11) La réalisation de campagnes de soins dentaires, ophtalmologiques, etc.

12) La réalisation de campagnes sanitaires efficaces pour l'éradication de la tuberculose, de la maladie de Chagas, de la syphilis, des verminoses et autres maladies endémiques dont les indigènes sont victimes, en prenant également des mesures prophylactiques à titre préventif;

13) Que le personnel médical qui accorde ses soins aux communautés sache respecter les cultures des peuples indigènes;

14) Que les Universités mettent à leur programme l'étude des médecines indigènes, avec la participation directe des indiens qui les connaissent.

L'organisation indigène

L'imposition de cultures étrangères aux nôtres a provoqué l'affaiblissement et la destruction de nos organisations. Celles-ci détruites, ce fut la tragédie de nos nations.

Conscients que nous sommes de la parfaite vitalité de nos valeurs, nous lançons un appel à nos frères indiens d'Amérique pour qu'ils se réorganisent. Nous prenons les décisions suivantes:

1) Nous devons, comme indigènes, nous organiser conformément à nos traditions, en assimilant les formes d'organisation des autres peuples qui se rapprochent des nôtres et qui sont une contribution à la grandeur de nos peuples;

2) Dans la mesure du possible nous devons éviter de faire apparaître ou de développer des classes sociales au sein de la communauté indigène car elles conduisent à la division entre frères pour des motifs économiques;

3) Nous devons nous unir pour lutter en faveur de la revendication de nos droits face aux groupes qui nous oppriment;

4) Nous devons dépasser les divisions provoquées par les conflits d'intérêts entre les diverses congrégations et sectes religieuses qui sont à l'oeuvre dans nos communautés et qui nous font oublier notre condition d'indiens et de colonisés sous couvert d'un rôle de protecteurs ou de civilisateurs;

5) Il faut faire preuve d'extrême prudence devant les manoeuvres des partis et factions politiques nationales, si nous ne voulons pas devenir partie prenante d'une haine qui nous est étrangère ou subir des persécutions gratuites qui feraient empirer notre condition. Les aides que nous recevons ne doivent pas être dépendantes de l'acceptation d'un credo politique national ou d'un style de vie différent de nos coutumes;

6) Les communautés doivent tendre à un regroupement en organisations régionales, en vue d'une meilleure défense de leurs droits et de leurs cultures. De telles fédérations régionales doivent, à leur tour, chercher à s'intégrer le plus rapidement possible à des Confédérations nationales et internationales;

7) Nos représentants (2) doivent pouvoir compter sur l'accord total de nos peuples indigènes respectifs, et non tirer leur force et leur prestige de l'appui accordé par les autorités nationales, lesquelles cherchent en général à se servir de faux leaders indigènes comme instrument de blocage du processus de libération des indigènes.

Conclusion

Nous, représentants des nations indigènes Maquiritare, Quéchua, Aymara Guarani, Chulupí, Toba, Kolla, Mapuche, Pai-Taviterá, Parixí et Matacas réunis au Paraguay, nous adressons notre salut à tous les frères dispersés dans toute l'Amérique, tous ceux-là qui étaient présents même s'ils n'avaient pas pu venir pour participer à ce Parlement. Car les étrangers aux communautés indigènes ne doivent pas oublier que nous sommes unis et qu'à l'avenir, il leur sera plus difficile de poursuivre

(2) Littéralement "conseillers" (N.d.T.)

l'extermination de nos frères: toute atteinte à une communauté ou à l'un de ses membres, nous la ressentons comme un coup porté à tous les indigènes d'Amérique.

Au cours de notre rencontre, nous avons rappelé les souffrances et les persécutions que nous subissons partout, mais aussi les luttes que nous menons tous les jours comme indigènes d'Amérique. Nous avons renouvelé notre engagement de poursuivre la tâche et nous invitons toutes les nations indigènes à continuer jusqu'au triomphe définitif:

DEVENIR DES HOMMES LIBRES !

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)